

PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

<i>Éditorial</i>	1
<i>Ce que nous faisons</i>	2
<i>Focus</i>	2
<i>Les bonnes pratiques</i>	3
<i>Astuces</i>	3
<i>Portrait</i>	4
<i>Célébration</i>	5
<i>Actu Environnement</i>	5
<i>Agenda</i>	7
<i>Détente et annonces</i>	7

Le chiffre de la semaine :

3 000 000

D'après un rapport de l'OMS publié en 2006, l'excision, pratiquée dans 28 pays, principalement en Afrique noire, frappe chaque année 3 millions de fillettes âgées en général de moins de 10 ans. Au total, plus de 100 millions de femmes en ont été victimes.



Burkina Faso

EDITORIAL : Ban Ki-moon réaffirme l'engagement des Nations unies dans la lutte contre le Sida

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a réaffirmé cette semaine sa détermination à inverser la courbe de progression du Sida dans le monde d'ici 2015.

"Ne vous trompez pas: d'une manière ou d'une autre, nous vivons tous avec le HIV. Nous sommes tous affectés. Nous devons tous prendre nos responsabilités pour y répondre", a déclaré M. Ban lors d'une session de l'Assemblée générale faisant le point sur la réponse de l'ONU à l'épidémie. Les Nations Unies sont fortement impliquées dans la lutte contre le VIH/Sida qui fait partie de l'un des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En effet, l'objectif 6 veut « combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ». La cible 7 ambitionne que d'ici à 2015, il faut « avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle ».

65 millions de personnes ont été infectées par le VIH à travers le monde depuis 1981 avec un chiffre macabre de 25 millions de morts. Aujourd'hui, 40 millions de personnes vivent avec le VIH, dont la moitié sont des femmes. Le traitement sous



Le Secrétaire Général des Nations Unies

ARV est le seul moyen de sauver d'une mort rapide les personnes infectées, dont 8 000 meurent chaque jour, soit 240 000 morts par mois, l'équivalent du Tsunami qui s'est abattu sur les pays côtiers de l'Océan Indien. Pourtant le sida continue de progresser dans de nombreuses parties du monde. Chaque jour 12 000 personnes sont infectées. « Pour chaque personne qui commence un traitement anti-rétroviral, six de plus deviennent infectées ».

Ban Ki-moon a en effet mis en avant un point crucial pour l'atteinte des OMD. « Nous ne pouvons pas gagner la bataille pour le développement si nous ne stoppons pas la progression du VIH ». Cette guerre ne pourra être gagnée selon le Secrétaire Général, qu'en associant le traitement, la prévention, les soins et le soutien aux PVVIH.

L'objectif de trois millions de

personnes mises sous ARV n'est pas encore atteint, puisque seuls deux millions de PVVIH en bénéficient.

Au Burkina Faso, sur les 150 000 personnes vivant avec le VIH/Sida, seulement 24% reçoivent un traitement antirétroviral dont 22 000 grâce à l'appui du Programme d'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC). Le PNUD Burkina qui soutient cette année encore la lutte contre le VIH/Sida à hauteur de 1,1 million de dollars en 2007 suit les priorités de Ban Ki-moon qui a fait trois promesses à la fin de son discours :

« En tant que Secrétaire Général des Nations Unies, je promets que le Sida restera une priorité au niveau du SNU ; que l'ONU sera unie dans l'action contre le Sida, et les efforts pionniers déjà en place dans les efforts de coordination d'ONUSIDA et de ses co-sponsors seront encore plus renforcés à travers la cohérence du SNU ; que je ferai chaque effort pour mobiliser des fonds dans la réponse au Sida, maintenant et dans le long terme ».

Si quelques batailles ont été des succès, la guerre contre le Sida est encore loin d'être gagnée. Seule une mobilisation de chacun peut nous permettre d'atteindre cet objectif.

La rédaction

CE QUE NOUS FAISONS : FORUM SUR LE SITE DU PNUD

Le Groupe Nationale de Réflexion sur le Développement Humain Durable (GNRDHD), appuyé par l'Unité économique et l'Unité communication du PNUD, est en train de lancer un Forum en ligne d'ici le 30 mai 2007. Le forum, qui sera diffusé dans la page d'accueil du site web du PNUD (www.pnud.bf), sera à disposition de toute personne intéressée à échanger sur des thèmes très actuels concernant le développement humain durable.

L'idée du Forum en ligne est née suite aux réflexions concernant la dynamisation de la participation aux dialogues de politiques et le renforcement de la visibilité du GNRDHD.

Le forum en ligne a été pensé

étant qu'outil clé pour élargir la participation active à la réflexion sur les thèmes concernant les dialogues de politiques et la mise en œuvre de stratégies de développement. De cette manière, les acteurs de la société civile du Burkina Faso et ceux des autres pays peuvent apprendre grâce à l'expertise et l'expérience des autres participants, ils peuvent donner leurs point de vue en échangeant des idées, des inquiétudes et des documents. De plus, ils peuvent augmenter leur savoir sur les NTIC, sur les bénéfices d'une société de l'information en croissance et sur le rôle capital de la société civil dans la construction d'une société de l'information durable.

Le thème qui sera lancé le 6 juin portera sur des problématiques concernant l'environnement, plus précisément le rôle de la femme dans la gestion des ressources naturelles.

La participation active des ONG, organisations du secteur privé, Centres d'études de recherches, Universités au Burkina Faso et au niveau international est vivement sollicitée. Les contributions plus intéressantes seront exploitées pour l'élaboration du prochain rapport du GNRDHD. Ainsi, pour les prochains thèmes qui seront lancés, à savoir jeunesse et emploi, femme et vie politique, décentralisation, migrations et flux financiers des émigrés, les synthèses des contributions les plus intéressantes seront capitalisées au niveau du PNUD à travers les bulletins internes, ou par ceux du GNRDHD.

VM

Encadré

Le GNRDHD parrainé par le PNUD depuis 1996, est composé de praticiens du développement venant de l'administration nationale, du secteur privé, d'organisations de la société civile et de l'université. Il a élaboré depuis 1997 des rapports nationaux sur différentes thématiques du développement humain: la lutte contre la pauvreté; la bonne gouvernance; le VIH/Sida; la corruption. Les dernières réflexions, qui paraîtront dans le rapport en train de réalisation, portent sur le développement du secteur privé.

Focus: Convention Internationale sur les droits des personnes handicapées

Le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale a organisé les 21, 22 et 23 mai 2007, dans le cadre des activités du Comité Multisectoriel de Réadaptation et d'Égalisation des Chances des personnes handicapées (COMUREC), un atelier de réflexion sur les perspectives d'une redynamisation du comité et sur l'élaboration d'un programme prioritaire de promotion de la convention des droits des personnes handicapées.

Ce comité regroupe des représentants des ministères, d'ONGs et des responsables de la Fédération des personnes handicapées (FEBAH). Son but principal est de promouvoir



voir la prise en compte des besoins des personnes handicapées dans les programmes de développement sectoriels, de promouvoir les droits des personnes handicapées, la coordination, le suivi, l'évaluation des actions en faveur de ces derniers, etc. afin de développer

auprès des différents secteurs ministériels et des partenaires au développement, un plaidoyer pour une inclusion des personnes handicapées.

Le COMUREC, qui existe officiellement depuis juin 2005 est déjà à sa troisième rencontre. Et dans le cadre de ses travaux, la convention internationale sur les droits des personnes handicapées a été présentée aux participants. La convention qui couvre de multiples domaines comme l'accessibilité, la liberté de mouvement, la santé, l'éducation, l'emploi, l'adaptation, la participation à la vie politique, etc., a été adoptée aux Nations Unies en décembre 2006 et est en cours de ratification au Burkina Faso.

NI/MAH

BONNES PRATIQUES: PRINCE 2

Prince 2 était de toutes les conversations cette semaine. L'examen était prévu mardi et toutes les notions de cette méthode de gestion des projets devaient être connues et comprises.

Prince 2 tient compte des meilleures pratiques en gestion de projets et il est modelable en fonction des circonstances. Développé en Grande Bretagne, il appartient au domaine public. La formation, recommandée à tout le personnel du programme, est sanctionnée par un certificat international.

Le PNUD a choisi Prince 2 dans le cadre de ses priorités pour professionnaliser la manière de gérer ses programmes et projets et s'en est servi pour développer le guide de gestion des Résultats (RMG) qui a remplacé le Manuel de programmation. Prince 2 est compatible avec Atlas qu'il complète.

Les principales qualités de la méthode peuvent être résumées ainsi :

- Permettre, à partir du mandat du projet, puis du business case, de démarrer le projet quand les avantages attendus ont été bien évalués par rapport aux risques et aux coûts impliqués,
- Concentrer l'attention sur la qualité des produits que le projet est censé produire,
- Fournir un moyen de commu-

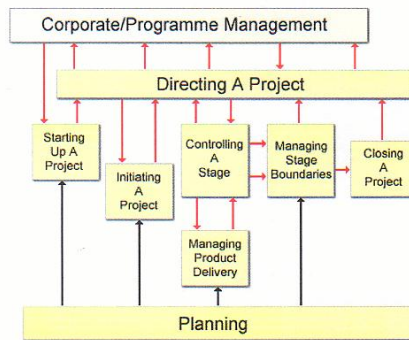
nication pour tous les membres du personnel impliqué dans le projet,

- S'assurer que le travail avance dans une séquence correcte et que les progrès sont visibles pour la direction,
- Permettre que le projet soit arrêté et, si nécessaire, recommencé sous le contrôle total de la direction.

Quatre aspects principaux sont abordés dans le cours :

- la **méthode** (comment aborder le travail, l'organiser, distribuer les responsabilités, assurer le suivi),
- les **procédures** : il y en a huit principales depuis l'élaboration du projet jusqu'à sa clôture. Chaque procédure utilise les composants mis à sa disposition (le business case, l'organisation, les différents plans, les contrôles, la gestion des risques, la qualité, la configuration et le contrôle des changements), les **techniques** recommandées comme la planification basée sur les produits, l'approche du contrôle des changements et l'analyse de la qualité,
- et les **outils** qui varient selon les projets et les besoins.

C'est sans doute le modèle de processus et la terminologie spécifique à la méthode, qui auront posé le plus de difficultés aux candidats qui pendant 1 heure, dans une concentration extrême, ont essayé de trouver les bonnes réponses aux 75 questions de cet ultime test.



Cependant, nul doute que l'application de cette méthode permettra de réduire le taux d'échec (en termes temps et coûts) des projets et rendra encore plus efficiente notre manière de travailler, donc la professionnalisation du staff.

Tous les collègues qui n'ont pas encore pu suivre le cours et passer l'examen sont donc encouragés à s'inscrire.

La formation a aussi un autre but : celle de servir de point d'entrée pour mieux comprendre les nouvelles procédures et méthodes décrites dans le RMG. L'étape suivante est donc de s'inscrire dans le Learning Management System dans l'un ou plusieurs de ces cours (pour les retrouver dans le catalogue, effectuez la recherche avec le mot « results »).

VH pour le comité d'apprentissage

ASTUCES : Prendre garde au Phishing

Le **phishing** est une forme d'escroquerie sur Internet qui prend de plus en plus d'ampleur et à laquelle vous devez faire grandement attention.

Cette escroquerie consiste à essayer de vous duper par le biais d'un courrier électronique semblant provenir d'une entreprise de confiance, typiquement une banque ou un site de commerce électronique alors qu'il provient d'escrocs usurpant l'identité d'une entreprise.

Ce mail vous invite à vous connecter en ligne par le biais d'un simple lien et de mettre à

jour des informations vous concernant dans un formulaire d'une page web factice, copie conforme du site original. Le mail prétexte par exemple une mise à jour du service, une intervention du support technique, ou encore une vérification de sécurité.

Ainsi, par le biais du faux formulaire, les pirates réussissent à obtenir vos identifiants et mots de passe ou bien vos données personnelles ou bancaires qu'ils pourront réutiliser à leur propre fin. On vous laisse imaginer les conséquences...

« Les dispositions de partage des pouvoirs se sont largement avérées être décisives pour résoudre les tensions »

Portrait : CLAUDE OULA OUATTARA, UN EXPERT EN DECENTRALISATION AU FENU

Originaire de la province du Houet, dans la région des Hauts Bassins, OUATTARA Oula Claude, est né le 13 Août de l'année 1957 à Toussiana. Il est donc d'ethnie Toussiane

Après son bac, Claude, a passé un séjour de trois ans (de 1981/1984) à l'Institut Panafricain de Développement - région Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD/AOS) où il a obtenu son *Diplôme de Formation Supérieure en Planification Régionale et Développement*. Il est sorti major de sa promotion. En 1991 il obtient son *DESS en Sciences Politiques Option « Coopération pour le Développement »* à l'Université de Paris1/Sorbonne. Dans la même année, il est diplômé *post universitaire en Politique économique de développement* de l'Institut International d'Administration Publique de Paris (IIAP).

Toujours dans sa soif d'apprendre, il a enrichi son parcours de formations en cycles courts. En effet, en 1991 toujours à l'institut International d'Administration Publique de Paris (IIAP) il se forme en *Modélisation macro-économique et macro financière dans les pays en développement*.

En 1994 à l'Institut MATRACE à Atlanta aux Etats-Unis, il se forme sur les *Réformes économiques et management décentralisé du développement*.

Pour ce qui est de son parcours professionnel, Claude l'a commencé en 1984. En effet, de 1984 à 1994, il a été le Directeur Régional du Plan et de la Coopération de la région du Centre avec compétence sur six provinces au sein du Ministère en charge de la planification et du développement. A cet effet, il participait à l'élaboration et au suivi de l'exécution du Programme Populaire de Développement et des 02 Plans Quinquennaux de Développement Populaire 1986/1990 et 1991/1995.

Puis de 1994 à 2003, il a été Assistant Technique à la Commission de Décentralisation (CND) au sein du Premier Ministère, avec pour attribution le montage technique et financier des programmes pluri annuels, le suivi évaluation des aspects socio économiques du processus de décentralisation et la

gestion des relations avec les PTFs. Ce travail a été effectué à la CND en tant qu'Assistant Technique de l'Organisation Néerlandaise de Développement (SNV) de 1994 à 2000. De 2003 à 2005, il est Coordonnateur du projet « *Appui au Programme de Relance des Economies Locales* » (APREL), mis en œuvre par le Partenariat pour le Développement des Municipalités (PDM) placé sous la tutelle administrative du MATD. A ce titre, il assurait la Direction technique du programme, organisation du planning général, appui technique et méthodologique aux processus locaux de relance des économies locales (ECOLOC) au niveau des treize chefs lieux de région du Burkina, animation des processus de concertation et d'élaboration des plans programmes de développement économiques locaux selon une démarche très participative et très informée.

De 2005 à 2006, il est Consultant indépendant en « *Décentralisation et développement local ; Aménagement du Territoire ; Elaboration et suivi évaluation des projets* ».

C'est donc muni d'un bagage lourd et d'une solide expérience que [cet expert qui a à son actif plusieurs ouvrages](#), a fait son entrée au PNUD le 24 Octobre 2006, lors de la journée des Nations Unies en tant que Chargé de programme FENU au sein du bureau PNUD du Burkina. Il assume à ce titre, les tâches et responsabilités suivantes : (i) La gestion des programmes conjoints PNUD/FENU dans le domaine du Développement Local et de la Micro finance ; (ii) La valorisation de la contribution du FENU dans l'accomplissement des grands objectifs du SNU au Burkina ; (iii) La création et le maintien des partenariats stratégiques avec les acteurs clés au niveau du pays et de la sous région pour mobiliser les ressources pour les programmes conjoints PNUD/FENU ; (iv) La



M. Claude Oula Ouattara

promotion de la visibilité du FENU et la réplication des programmes pilotes.

Quand à ses impressions sur le travail au sein du Système des Nations Unies, Claude trouve que « *C'est un travail passionnant jalonné de défis à relever constamment. L'essentiel reste qu'au sein du PNUD on se sent utile pour le développement des pays, et partant de l'humanité, tant le réseau est vaste et les opportunités immenses.* »

En dehors de ses heures de bureau, Claude, [cet homme aimable et doué en relations humaines](#), est un membre actif de la « Jeune Chambre Internationale du Burkina Faso » ou il a été le Président national en 1997 et Sénateur n°55152 la même année. Il est également Président en exercice de l'association des sénateurs de la Jeune Chambre Internationale du Burkina depuis 2003.

Ancien joueur de volley ball pendant 15 ans, il est membre fondateur du club sportif de Volley Ball « Association Sportive de l'Avenir (ASA) » .

De plus, Il est le Secrétaire Général de l'Association SOUPI dont les objectifs sont la sauvegarde de la culture Toussiane et la promotion du développement socioéconomique du Terroir Toussian. Ce père [attentif et adorable](#) de deux enfants dont une petite fille de deux semaines, est un passionné de musique, de lecture (ésotérique) et de cinéma.

LD/NI

« Bien que ces corrélats culturels soient très souvent factices, ils ouvrent la voie à la discrimination et à l'exclusion »

CELEBRATION : JOURNEE INTERNATIONALE DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE



M. Ahmed Djolghlaf, Secrétaire Exécutif de la Convention sur la diversité biologique : "Les changements climatiques sont une réalité. Dans son plus récent rapport, préparé par 2 500 experts de 130 pays, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la plus importante autorité scientifique des Nations Unies, a indiqué que la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère terrestre atteint actuellement son niveau le plus élevé des 650 000 dernières années. Cette situation est causée par l'activité humaine.

L'appauvrissement de la diversité biologique est une réalité. L'Evaluation des écosystèmes en début de Millénaire, la plus importante déclaration sur la santé des écosystèmes terrestres, préparée par 1 395 travailleurs scientifiques de 95 pays, a mis en évidence les conséquences négatives des activités humaines sur le fonctionnement naturel de la planète. Ainsi, la capacité de la planète à fournir les produits et services dont nous et les prochaines générations avons besoin pour notre bien-être est sérieusement, voire même irrémédiablement, en péril. En fait, nous connaissons la plus importante vague de disparitions depuis l'extinc-

tion des dinosaures. Le taux d'extinction est mille fois plus élevé que le taux de référence. **Trois espèces disparaissent toutes les heures. Près de 150 espèces sont perdues chaque jour.** De 18 000 à 55 000 espèces sont perdues chaque année. **Cette situation est causée par l'activité humaine.**

Les changements climatiques sont un des principaux éléments moteurs de cet appauvrissement sans précédent de la diversité biologique. La deuxième édition de Global Diversity Outlook, récemment publiée par la Convention sur la diversité biologique, démontre que d'ici la fin du siècle, les espèces et les écosystèmes devront lutter pour suivre le rythme des changements de température et de niveaux de précipitations, et que le taux de disparition augmentera. Cette situation est déjà flagrante en Arctique, l'environnement « baromètre » de notre planète, ou la réduction des glaces marines risque d'entraîner la disparition de l'emblématique ours polaire et d'autres espèces uniques. Les conséquences des changements climatiques seront réparties inégalement sur la planète et affecteront les pays le plus vulnérables. L'Afrique, qui contribue le moins aux changements climatiques, sera la première région touchée. Les changements climatiques ont déjà fait baisser le niveau du lac Victoria d'environ 30 pour cent. De 25 à 40 pour cent des espèces uniques de l'Afrique pourraient disparaître d'ici 2085.

Le lien entre la diversité biologique et les changements climatiques est bidirectionnel. Les changements climatiques sont un élément moteur important de l'appauvrissement de la diversité biologique, au même titre que l'appau-

vrissement de la diversité biologique et la détérioration des habitats naturels contribuent aux changements climatiques. On dit que tous les êtres humains sur Terre doivent un souffle aux forêts et un autre souffle aux océans. La perte des récifs coralliens et la destruction de forêts et de mangroves intacts ne fera qu'exacerber les changements climatiques, l'appauvrissement de la diversité biologique et leurs répercussions.

Le maintien de la diversité biologique permettra aux écosystèmes d'offrir une meilleure résistance aux changements climatiques. Les forêts et les tourbières sont d'importants réservoirs de dioxyde de carbone. Les mangroves intactes offrent une protection importante contre l'élévation du niveau de la mer. La variété des cultures et des cheptels est une ressource importante contre le changement du rythme des saisons.

Les changements climatiques sont un important enjeu énergétique et de sécurité mais ils sont aussi un problème environnemental de taille. L'appauvrissement de la diversité biologique est un enjeu environnemental mais aussi un enjeu économique, financier, culturel, éthique et de sécurité. Les célébrations de la communauté de la Journée internationale de la diversité biologique (...) qui coïncident avec l'année polaire, offrent une occasion unique de reconnaître que les changements climatiques et la diversité biologique sont deux aspects indissociables de la même réalité de la vie. Le règlement des deux problèmes exige la mise en œuvre concertée des Conventions de Rio au profit de la vie sur Terre. Le Secrétariat de la Convention de la vie sur Terre déploiera tous les efforts possibles pour réaliser cet objectif stratégique." Voir « biodiversité et changement climatique » : <http://www.cbd.int/doc/bioday/2007/ibd-2007-booklet-01-fr.pdf>

«L'intolérance peut s'accompagner d'une insistance pour que ces individus vivent dans la société exactement comme les autres»

ACTU ENVIRONNEMENT : Le marché mondial du carbone a triplé en 2006 !

Le marché mondial du carbone a triplé l'an dernier, pour atteindre les 30 milliards de dollar (Md€) contre environ 13,5 milliards en 2005. C'est ce qu'indique la dernière étude* sur le marché du carbone de la Banque mondiale rendue publique le 2 mai dernier lors du salon professionnel Carbon Expo qui s'est tenu à Cologne. Le marché mondial est essentiellement constitué du dispositif mis en place par l'Union européenne, le Système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), et du Mécanisme de développement propre (MDP) géré par la Convention sur le changement climatique.

Le mécanisme dit de développement propre du protocole autorise une entreprise d'un pays industrialisé à engranger des crédits (en tonnes de CO₂) au titre d'un investissement mené à l'étranger.

Le marché axé sur des projets dans les pays en développement et dans les pays avec des économies en tran-

sition a enregistré quant à lui une forte croissance à 5 milliards de dollars en 2006, soit plus du double de l'année précédente.

Ainsi, d'après le rapport, depuis 2002, 8 milliards de dollars de nouvelles ressources ont été générés pour les pays en développement par le biais des mécanismes du Protocole de Kyoto. Celui-ci estime de plus que les achats directs de carbone, depuis 2002, ont levé 16 milliards de dollars supplémentaires en investissements associés supportant une énergie propre dans les pays émergents. *Ces chiffres sont pertinents car ils démontrent que le marché du carbone est devenu un catalyseur important pour lever des flux financiers non négligeables en vue de développer une énergie propre dans les pays en voie de développement*, indique Warren Evans, Directeur de l'environnement de la Banque, dans un communiqué.

Selon le rapport, les pays en développement ont contracté un milliard de tonnes de réductions d'émissions de gaz à effet de serre et devraient contribuer à



hauteur d'un milliard supplémentaire de tonnes d'ici 2012.

Ces chiffres indiquent l'importance

de la contribution des pays en voie de développement dans la réduction des changements climatiques. *Le milliard de tonnes supplémentaire en provenance des pays émergents représente la moitié de ce que le Japon et l'Union européenne réunis doivent réduire, d'aujourd'hui à la fin de la période d'engagement du Protocole de Kyoto*, stipule Karan Capoor, expert financier de la Banque mondiale et co-auteur du rapport.

Source : <http://www.actu-environnement.com/ae/news/mar-che-carbone-banque-mondiale-sceqe-mdp-moc-kyoto-2671.php4>

QUE SONT-ILS DEVENUS ? : ADAMA ZAMPALEGRE, UN RETRAITE RECONVERTI :



bassin rizicole et de production de tomates et de pommes de terre. Au niveau de la ferme, il produit des papayes et des bananes; Les pommes sont en expérimentation. On trouve aussi des espèces comme le néré, le tamarin et d'autres venant de contrées comme la Thaïlande, le Kenya, le Zimbabwe. Sur le site de la ferme qui s'étend sur une très grande surface, il pratique également la pisciculture à partir de petits bassins. Un autre volet de la ferme est l'élevage de bœufs et petits rumi-



projets : il est en train d'implanter un complexe scolaire qui sera composé de deux établissements, primaire et secondaire. Il construit également un complexe qu'il hésite à nommer hôtel, résidence, auberge ou pension.

Mr. Zampalegré a quitté le PNUD en 2006 après avoir travaillé pendant plus de 20 ans à des postes de gestion et de décision. Avant de travailler au niveau international, Adama Zampalegré a d'abord exercé les fonctions de Chargé des Opérations au Bureau du PNUD à Ouagadougou. Il a ensuite fait beaucoup de bureaux en Afrique : Tchad, Guinée, Sénégal, Ethiopie, Kenya, Mozambique et l'Afrique du Sud et bien d'autres.



M. Zampalegré s'adonne entièrement à ses activités et n'a pas de contact régulier avec le PNUD car il vient rarement à Ouagadougou. Il affirme qu'une collaboration avec le PNUD, ne serait-ce que sous forme de consultation, est devenu difficile car il n'a plus beaucoup de temps. comme, il est engagé sur plusieurs fronts, une absence même de trois jours peut s'avérer désastreuse pour

nants (chèvres et moutons). Pour avoir des animaux sains, il emploie plus de 30 personnes qui s'occupent de les faire paître, les soigner et de leur donner des compléments alimentaires comme les tourteaux et le sel.

La ferme est totalement indépendante, dans ce sens, que deux moulins ont été installés, un fournissant de l'électricité et l'autre servant à pomper l'eau pour arroser les plantes. Trois forages ont été réalisés et reliés ensemble à un château d'eau en construc-



On se souvient que M. Zampalegré a animé une formation sur le changement avec l'ensemble du personnel du PNUD et nous avons noté, ses capacités d'animation et de gestion d'une formation de groupe.

M. Zampalegré a mis fin à son expérience avec le PNUD pour s'installer dans son Tenkodogo natal, qu'il aime bien et où il fait bon vivre sur le plan climat, auto-suffisance alimentaire et chaleur humaine. Il gère une ferme, un



tion.

M. Zampalegré est sur d'autres

ses affaires. M. Zampalegré garde beaucoup de souvenirs ; il conserve précieusement les bons et ne retient que les leçons apprises des expériences négatives.

MAH

P N U D—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Ruby Sandhu-Rojon

Coordonnateur de la Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Rédacteurs
Mauro Pavesi
Jean-Philippe Tissier
Mahamadi Ouédraogo
Laure Diallo

Stagiaire
Nadège Ilboudo

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo

AGENDA & ANNONCES

Monsieur Gilbert Hougbo, Directeur du PNUD pour l'Afrique, séjournera au Burkina Faso, du 1er au 2 juin, pour participer à la rencontre des Ministres des Finances des pays membres de la CEDEAO. Il en profitera pour rencontrer le personnel du PNUD, probablement le samedi 02 juin vers 13h00.

M. Nicolas Ponty sera en mission à l'ISSEA de Yaoundé (27 mai—3 juin) puis à l'ENSEA de Côte d'Ivoire (4 juin—14 juin). Ces missions portent sur des cours de « modération macro économique et planification du développement.

La Journée Mondiale de l'Environnement, comme chaque année, sera célébrée le 5 juin prochain.

Dr Brice Millogo était en congé cette semaine. Il reprend le travail le lundi 28 mai.

Madame Louise Ouédraogo des Services Généraux (Opérations), sera absente du bu-

reau du lundi 28 mai au mercredi 6 juin 2007.

Madame Jacqueline Van Splunter du Programme SIDA sera en congé du lundi 28 au mercredi 30 mai.

Il se tiendra le jeudi 31 mai, une journée de réflexion de tout le bureau sur les priorités 2007 et les mécanismes de suivi et évaluation. La rencontre se tiendra à l'hôtel Pacific.

Rectificatif

Dans l'article « **Survie de l'enfant: Plan en fait la promotion dans 5 districts sanitaires** » publié dans le « PNUD KIBAI » numéro 064 du 11 mai 2007, vous pouvez lire que le Projet Survie de l'Enfant est « financé par Plan Pays Bas ». Il s'agit d'une erreur car le projet est plutôt financé par le Gouvernement des Pays Bas.

DÉTENTE :

LE PHARMACIEN

Un jeune apprenti commence à travailler chez un pharmacien. Il apprend par cœur tous les noms des médicaments. Il s'étonne de voir sur une étagère un étrange bocal recouvert d'une étiquette sur laquelle on peut lire « illisible ». Il demande au pharmacien :

- il sert à quoi ce bocal ?
- ça, jeune homme, c'est ce qu'on donne aux clients quand on n'arrive pas à lire l'ordonnance.

L'ALPINISTE

Un alpiniste dont la corde vient de céder se rattrape in extremis à une paroi verglacée. Sentant ses doigts glisser, il appelle :

il y'a quelqu'un ?

Une voix profonde lui répond :

-c'est moi Dieu ! Si tu crois en moi, lâche tes deux mains : un ange te rattrapera.

L'alpiniste réfléchi longuement, puis demande :

-il n'aurait pas quelqu'un d'autre ?

